

UE/TERRORISME

Le Parlement européen s'insurge contre Guantanamo

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les institutions européennes, Commission et Parlement, notamment, ont célébré avec beaucoup de solennité et d'émotion la "Journée de commémoration en hommage aux victimes du terrorisme".

"Cette journée a pour vocation", selon H. Poettering, président du Parlement européen (PE), "d'entretenir le souvenir". Le souvenir et la solidarité avec les victimes du terrorisme et leurs familles, avec ceux qui y ont laissé la vie mais aussi ceux qui continuent d'en subir les séquelles psychiques et physiques...".

Dans la déclaration rendue publique hier à Strasbourg et à Bruxelles, le président du Parlement européen rappelle qu'après "l'attentat de Madrid, les attaques à la bombe de Londres, le 7 juillet 2005, ont fait de nouvelles victimes en plein cœur de l'Union européenne". Pour, plus loin dans le texte, relever "dans le monde entier des hommes sont encore trop souvent victimes d'une violence engendrée par le fanatisme".

Sur un autre registre, H. Poettering tient à se démarquer des méthodes antiterroristes américaines et particulièrement du baignage de la



Détenus de Guantanamo2, sur la base navale américaine à Cuba. Photo : D. R.

honte de Guantanamo. A cet égard, il dira "Guantanamo n'est pas compatible avec l'ordre juridique européen".

Ce n'est pas la première fois, constatons-le, que l'Union européenne "désavoue" les USA dans la lutte antiterroriste. Sur l'affaire "brûlante" et sensible du survol illégal de plusieurs pays européens par des avions affrétés par la CIA et transportant des prisonniers soupçonnés de terrorisme, un rapport accablant a été dressé par le Parlement

européen et transmis à la commission.

Cette dernière, présidée par le Portugais J. M. Barroso, n'a plus, pourtant, depuis évoqué le dossier. Il faut relever à cet égard les liens particulièrement intimes et étroits du président de la Commission avec les Américains. D'où les sentiments nombreux d'hostilité à son égard ici.

Si l'Union européenne est, aujourd'hui, consciente et très vigilante concernant le danger terroriste, ça n'a

pas toujours été, pourtant, le cas. Ce n'est que depuis les attentats touchant New York, Madrid, puis Londres que les Européens ont commencé à agir avec détermination. Avant, lorsque les terroristes égorgaient, enfournaient des bébés, gazaient et révolvéraient en masse, le discours de l'UE était, à tout le moins, ambigu. Il est vrai que les victimes, alors, n'étaient pas "européennes". Elles n'étaient... qu'algériennes.

A. M.

EGYPTE

Dix-huit membres des Frères musulmans dont un responsable arrêtés

La police a arrêté ces dernières 24 heures en Egypte dix-huit membres des Frères musulmans, dont un responsable de ce principal groupe d'opposition, ont indiqué hier un responsable de sécurité et la confrérie.

Mahmoud Ghozlan, membre de la plus haute instance de décision du mouvement, a été arrêté tard lundi au Caire, selon le responsable de la sécurité. "Il a été arrêté pour appartenance à une organisation illégale et des documents décrivant l'idéologie du groupe ont été saisis" à son domicile dans le district d'Abdeen, a-t-il déclaré à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

"Les autorités ont perquisitionné sa maison dans la nuit et ont saisi son ordinateur personnel, celui de son fils, ainsi que des documents", a souligné de son côté le mouvement des Frères musulmans sur son site Internet, en dénonçant l'"escalade du gouvernement visant les membres" de la confrérie.

Dix-sept autres membres des Frères musulmans ont été arrêtés à leurs domiciles lors de raids menés par la police hier à l'aube dans quatre provinces d'Egypte, a annoncé le guide spirituel de la confrérie, Mohammad Mahdi Akef.

Le responsable de la sécurité avait fait état plus tôt de huit arrestations. "Cette campagne est une réaction du pouvoir au refus des Frères musul-

mans des amendements constitutionnels" proposés par le président Hosni Mubarak, estime M. Akef dans un communiqué reçu par l'AFP.

M. Akef condamne "cette pratique dictatoriale et oppressive, qui vise à marginaliser les Frères musulmans".

Ces arrestations sont les dernières en date d'une série de coups de filet visant le mouvement depuis une

démonstration d'arts martiaux à l'aspect militaire, menée en décembre par des étudiants islamistes dans l'enceinte de l'Université islamique d'Al-Azhar au Caire.

La confrérie, officiellement interdite mais tolérée, contrôle un cinquième des sièges du Parlement, à travers des députés élus sous l'étiquette d'"indépendants".

ALLEMAGNE

Un islamiste allemand présumé arrêté au Pakistan renvoyé

Un Allemand présumé islamiste arrêté début février au Pakistan a été expulsé de ce pays en direction de l'Allemagne, a indiqué hier le ministre allemand des Affaires étrangères, sans donner plus de détails. Selon le magazine *Der Spiegel*, Michael N., âgé de 30 ans et originaire d'Oberhausen (ouest de l'Allemagne) avait été arrêté le 2 février à Raiwind près

de la frontière avec l'Inde. Le flou régnait en revanche toujours sur le sort de Nihad C., un Bosniaque vivant en Allemagne lui aussi arrêté au Pakistan, fin janvier. Toujours selon *Der Spiegel*, cet homme soupçonné d'avoir des liens avec Al-Qaïda, était aussi en relation avec Michael N.

La presse allemande s'est récemment fait l'écho de plu-

sieurs cas d'islamistes présumés de différentes nationalités mais résidant en Allemagne, qui ont été arrêtés au Pakistan. Le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a ainsi évoqué la semaine dernière le cas de deux ressortissants turcs habitant en Allemagne qui auraient été arrêtés dans un camp d'entraînement islamiste à la frontière avec l'Afghanistan.

RUSSIE

Moscou juge "prématuré" le renvoi du dossier du Kosovo devant l'ONU

La Russie a jugé "prématuré" hier le renvoi du dossier sur le statut du Kosovo devant le Conseil de sécurité par le médiateur de l'ONU Martti Ahtisaari et appelé à "poursuivre les consultations" avec les Serbes et les Kosovars albanais. "Nous jugeons prématurée la décision du médiateur spécial de l'ONU M. Ahtisaari d'interrompre les négociations et de transmettre à l'ONU les projets de statut" du Kosovo, a déclaré le porte-parole de la diplomatie russe Mikhaïl Kamynine dans un communiqué.

"Sans accord des deux parties (serbe et kosovare) sur la base d'un compromis, ces propositions ne peuvent pas garantir un règlement stable et durable", a ajouté M. Kamynine. "Il est important de continuer des consultations sans parti-pris afin d'arriver à un "terrain d'entente" entre les participants et "d'aboutir à un dénouement", conclut le porte-parole. Martti Ahtisaari a annoncé samedi l'échec de 14 mois de négociations entre Serbes et Kosovars albanais, dans cette partie des Balkans frappée il y a moins de dix ans par des violences inter-ethniques meurtrières.

Le plan du médiateur de l'ONU propose une large souveraineté du Kosovo sous une surveillance internationale dirigée par l'Union européenne. Il préconise que le Kosovo puisse adhérer aux organisations internationales, se doter d'une constitution, d'un drapeau et d'un hymne national.

Le dossier retournera d'ici à la fin mars aux Nations-Unies et le Conseil de sécurité devra trancher sur le sort de cette dernière région indépendantiste de l'ex-Yougoslavie à n'avoir pas encore acquis son indépendance. Les Serbes comptent sur le soutien de Moscou pour opposer son veto lors du vote final au Conseil de sécurité de l'ONU. La Russie, opposée en 1999 à l'intervention de l'Otan au Kosovo, soutient traditionnellement son "frère" orthodoxe serbe. Lundi, les Etats-Unis se sont déclarés confiants dans la capacité du Conseil de sécurité à trouver un compromis avec la Russie sur le statut final du Kosovo et éviter un veto russe. Le Kosovo, officiellement province serbe, est administré par l'ONU depuis 1999 après les bombardements de l'Otan pour faire cesser les répressions du régime serbe contre les séparatistes albanais.

NUCLÉAIRE

Moscou appelle Téhéran à prendre les "mesures qui s'imposent"

La Russie a appelé hier l'Iran à prendre les "mesures qui s'imposent" pour relancer le "processus de négociations" dans le dossier nucléaire iranien, lors d'une visite à Moscou du numéro deux du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Ali Hosseini-Tash. "La partie (russe) a souligné qu'il était important que l'Iran garantisse l'exécution des exigences posées par le Conseil de sécurité de l'ONU et l'AIEA et prenne les mesures constructives qui s'imposent pour lancer le processus de négociations", a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Mikhaïl Kamynine dans un communiqué.

M. Hosseini-Tash se trouvait lundi et mardi à Moscou, où il a rencontré le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Igor Ivanov, sur les "questions liées à la situation autour du programme nucléaire iranien", selon un communiqué de la diplomatie russe. La Russie, alliée traditionnelle de Téhéran dans ce dossier, multiplie depuis quelques jours les pressions sur l'Iran alors que les grandes puissances préparent de nouvelles sanctions contre ce pays en raison de son programme d'enrichissement d'uranium. L'Iran est soupçonné de vouloir se doter de l'arme atomique sous le couvert d'un programme nucléaire civil. La Russie a menacé lundi de tourner le dos à Téhéran et a annoncé un nouveau retard de deux mois dans la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr (sud de l'Iran), qui devait être achevée en septembre.

Le principal négociateur iranien dans le dossier nucléaire, Ali Larjani, cité par l'agence de presse iranienne ISNA, a jugé hier ce délai "déplorable".

L'Iran s'est dit prêt hier à garantir que son programme nucléaire ne sera pas détourné à des fins militaires si ce dossier quitte la table du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans un discours devant la Conférence du désarmement à Genève, le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a assuré que son pays s'efforcera de ramener la confiance si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne renvoient le dossier à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).